Qu'est-ce que la ruralité aujourd'hui en Amazonie brésilienne ?

Philippe Léna
Géographe

Périodiquement bouleversée par des cycles économiques liés aux caprices du commerce international, l'Amazonie est entrée depuis la fin des années soixante dans une période de mutation rapide et continue dont l'issue devait être, pour beaucoup d'analystes, de militants et de « développeurs », la consolidation d'une agriculture familiale « paysanne ». Le désenclavement de la région, l'intégration des populations marginales (Indiens, *caboclos*), les immenses disponibilités foncières et la colonisation (encadrée et spontanée) étaient censés offrir une opportunité de développement exceptionnelle à l'agriculture familiale et permettre, pour les uns, l'émergence d'une classe moyenne d'agriculteurs en voie de modernisation (donc d'intégration au système capitaliste), pour les autres, la consolidation d'un lieu propice à l'épanouissement de la communauté domestique et un lieu de « résistance » à l'expansion du système dominant. Ces *a priori* (avec leurs différentes nuances) ont orienté, et orientent encore largement, non seulement les politiques de développement mais aussi les actions militantes, celles des syndicats et des partis politiques, et sont à l'origine de nombreux contresens.

L'échec partiel des opérations de développement (du moins quant à leurs objectifs affichés) ou leur déviation offrent l'occasion de s'interroger sur le bien-fondé des catégories utilisées pour rendre compte des dynamiques sociales observées. Bien entendu, on retrouve ici l'opposition classique entre les objectifs des intervenants qui, quels qu'ils soient, procèdent d'une rationalité « universalisante » et ceux, empiriques et pragmatiques, souvent non

formulés, des intéressés. Mais la figure est rendue infiniment plus complexe par la reprise partielle par lesdits intéressés des discours portés sur eux de l'extérieur, ou par leur réélaboration à l'infini, quand il ne s'agit pas d'un alignement apparent de leurs comportements sur ce qu'on attend d'eux. Il serait simpliste de dénoncer la satisfaction de l'intervenant croyant observer la réalité et ne faisant que confirmer sa vision dans le miroir qui lui est tendu. Le chercheur n'est d'ailleurs en aucune façon immunisé contre ce risque. Il serait tout aussi futile de voir là quelque machiavélisme des « développés ».

Il paraît plus intéressant de tenter de comprendre les fondements de cette rencontre ambiguë, les logiques et les objectifs contradictoires qui s'affrontent et se combinent. Il n'est pas question d'aborder ici la subtilité des recherches à caractère anthropologique menées actuellement en Amazonie dans le but d'appréhender la complexité des processus en cours. Elles devraient être appelées à rénover à moyen terme notre vision de la vie sociale régionale. En revanche, il est possible de tracer un cadre et d'évoquer les grandes tendances qui dessinent la scène où évoluent les trajectoires individuelles et collectives, les conflits d'intérêt et les affirmations identitaires. Il semble que dans une période de changement rapide telle que celle que vit l'Amazonie il soit nécessaire de prendre quelque distance vis-à-vis des catégories avec lesquelles sont usuellement abordées ces réalités mouvantes. Les efforts de déconstruction-reconstruction, à condition qu'ils ne sombrent pas dans l'illusion de proposer autre chose qu'un point de vue différent pouvant enrichir le débat, permettent à tout le moins de desserrer la relation trop univoque qui s'établit à l'usage entre les mots et les choses.

■ L'Amazonie, dernier refuge pour l'agriculture paysanne : l'accroissement de la population rurale

En 1940, le Brésil avait une population comparable à celle de la France à la même époque, soit 41,2 millions d'habitants, pour une

densité de 4,9 hab./km². L'Amazonie, identifiée à la région Nord¹, comptait alors 1,47 M. hab. pour une densité de 0,41 hab./km². Ceci après avoir connu une période de développement (politique pombalienne) au XVIII^e siècle et le boom du caoutchouc, entre 1870 et 1920, qui draina un demi-million de Nordestins vers l'Amazonie². Curieusement, son taux d'urbanisation de l'époque (27,7 %) est assez proche de celui de l'ensemble du pays (31,2 %). Belém est alors la 4^e ville du Brésil (11^e aujourd'hui malgré ses 1,5Mh) (RIBEIRO, 1990).

Au début de l'année 1997, le Brésil compte probablement 163 M. hab. (147 en 1991) et la région Nord près de 13 millions (10,2 en 1991), soit des densités approximatives de 20 hab./km² pour le Brésil et 3,4 hab./km² pour l'Amazonie, ce qui reste très faible.

Comme tout pays qui n'a pas achevé sa transition démographique, le Brésil a connu des taux d'accroissement élevés de sa population. Si les taux ont baissé, les gains annuels de population en valeur absolue sont encore en croissance, et le record absolu d'accroissement annuel de la population devrait être atteint autour de l'an 2000. Le principal changement concerne cependant la répartition de la population. Depuis la dernière guerre mondiale, le Brésil n'assure plus le renouvellement de sa population rurale et enregistre même des taux négatifs depuis les années soixante-dix (tableau I). Si le schéma (industrialisation, mécanisation agricole, exode rural) correspond dans ses grandes lignes à celui qu'ont suivi les pays industrialisés, il en diffère néanmoins par sa rapidité et son contenu. Les régions Sud et Sud-Est, qui ont connu une décroissance de leur population rurale de 2 % à 2,5 % par an dès les années soixante-dix, présentent ainsi, malgré leur appartenance au Brésil le plus moderne, des cas de figure variés : substitution de cultures mécanisées telles que le soja à des cultures de main-d'œuvre comme le café (suivie de l'expulsion vers les villes des travailleurs désormais employés à la journée), concentration foncière, technifi-

¹ L'une des cinq grandes régions du Brésil, qui inclut les États de Acre, Amapá, Amazonas, Pará, Roraima et, depuis 1991, le Tocantins ; soit, au total, plus de 3,8 millions de km².

² Hors populations indigènes, mais en incluant les populations métisses, l'Amazonie ne comptait qu'environ 300 000 hab. avant l'époque du caoutchouc. La population indigène proprement dite représentait alors à peu près le même poids (RIBEIRO, 1990).

cation de la petite agriculture familiale, rapports de dépendance personnelle, asservissement de la main-d'œuvre. Le Nordeste rural, connu pour la coexistence de la sécheresse, du latifundium et de la pauvreté extrême, est depuis longtemps un foyer d'exode rural vers les villes du Sud-Est. Il ne doit le maintien d'une croissance relative de sa population rurale (qui ne retient pas le quart des naissances) qu'à une natalité très élevée. La région Centre-Ouest, un temps nouvelle frontière, a vite été le lieu de prédilection des grands producteurs de grains mécanisés et des éleveurs³. De rurale au départ, la croissance démographique y est devenue essentiellement urbaine. Dans ce panorama, on comprend que l'Amazonie ait pu être considérée, tant par les pouvoirs publics (du moins à une certaine époque) que par la population, comme le refuge de la petite exploitation familiale.

Décennies	Totale		Urbaine		Rurale	
	Brésil	Nord	Brésil	Nord	Brésil	Nord
50 - 60 (%)	34,9	38,9	66,7	64,9	16,9	26,9
(M hab.)	18,1	0,71	12,5	0,37	5,6	0,34
60 - 70 (%)	32,9	40,7	66,4	69,8	5,9	23,3
(M hab.)	23,0	1,04	20,7	0,67	2,28	0,37
70 - 80 (%)	27,8	63,2	54,4	86,7	- 6,1	43,8
(M hab.)	25,8	2,27	28,3	1,4	- 2,5	0,86
80 - 91 (%)	23,4	74,5	37,8	95,3	- 6,6	52,1
(M hab.)	27,9	4,37	30,4	2,89	- 2,5	1,48

Sources : IBGE : *Anuário estatístico do Brasil 1986*; Recensement 1991.

■ Tableau I
Gains de population en % et en millions d'habitants
durant les dernières décennies.
(Brésil et Amazonie/région Nord)

³ Au-delà des mécanismes d'appropriation foncière qui ont laissé peu de chances aux candidats modestes, la nature des sols exigeait un certain capital technique et financier pour entamer la production. Des agriculteurs familiaux technicisés originaires du sud du Brésil ont pu cependant mettre à profit l'ouverture des *cerrados* pour agrandir considérablement leur exploitation, avec des succès divers.

C'est en effet la seule région où la population rurale soit en croissance, même si les chiffres absolus sont faibles⁴. Par ailleurs, à la fin des années soixante, une grande partie de la région n'était pas appropriée ou bénéficiait d'un statut foncier assez flou. L'État fédéral a lui-même cherché à peupler la région en incitant les travailleurs agricoles ou les minifundistes à venir y recevoir de la terre dans les programmes de colonisation qu'il aménageait. C'est sans doute pour cette raison que son urbanisation rapide a surpris ceux qui la considéraient uniquement comme une frontière agricole. Certes, les villes amazoniennes ont accueilli deux fois plus de population que les zones rurales durant les dix dernières années, et les taux d'accroissement annuels sont les plus élevés du pays (certaines villes peuvent atteindre durant quelques années des taux de croissance supérieurs à 30 % par an). Il faut cependant pondérer ces chiffres, qui portent sur des valeurs absolues faibles, et constater que l'Amazonie est encore la région la moins urbanisée du Brésil (tableau II). La région Nordeste (deuxième région la moins urbanisée), qui a de tout temps concentré la moitié de la population rurale brésilienne, le Nordeste aux records de natalité rurale mais aussi d'émigration, a dépassé l'Amazonie durant les années quatre-vingt en matière de taux d'urbanisation. Plutôt qu'une croissance anormale de la population urbaine amazonienne, on peut au contraire déceler un léger plafonnement par rapport aux rythmes brésiliens. Ce ralentissement est certainement dû à l'accueil d'importants flux migratoires en zone rurale, alors que les autres régions du Brésil expulsent une partie de leur population rurale.

	1940	1960	1980	1991
Nord	27,7	37,4	51,7	57,8
Nordeste	23,4	33,9	50,5	61,3
Brésil	31,2	44,8	67,5	75,5

■ Tableau II
Taux d'urbanisation.

Sources : IBGE : *Anuário estatístico do Brasil 1986* ;
Recensement 1991.

⁴ Même si on considère que 30 % de croissance décennale sont dus à la croissance naturelle de la population, encore forte dans la région (et ceci d'autant plus qu'il s'agit d'une population jeune), c'est la seule région rurale du Brésil qui offre une telle croissance réelle.

Mais population rurale ne signifie pas population active agricole. Le nombre des producteurs primaires hors agriculture a également augmenté, qu'il s'agisse des travailleurs du bois ou des orpailleurs⁵. On peut par contre légitimement s'interroger sur l'incapacité de l'Amazonie à accueillir davantage de migrants en zone rurale (toutes activités confondues), et sur l'indiscutable préférence urbaine exprimée par les flux migratoires. L'Amazonie, à son tour, serait-elle entrée dans une phase d'expulsion de sa population rurale, encore masquée par l'arrivée constante de migrants ? Quelle voie l'Amazonie est-elle en train d'emprunter dans le processus d'intégration de ses activités agricoles et de ses agriculteurs au marché national et mondial ? Il est connu que l'Angleterre, la France et les États-Unis, pour ne citer qu'eux, ont emprunté des voies différentes. Si certains traits de l'évolution de ces pays leur sont communs, car liés à la modernisation-intégration (technification, augmentation des quantités commercialisées, des rendements et de la productivité du travail...), d'autres diffèrent sensiblement (mode de faire-valoir, proportion des exploitations familiales et des entreprises agricoles, degré de spécialisation des activités et de simplification des zones rurales...). Il ne serait donc pas *a priori* étonnant que l'Amazonie développe des traits spécifiques propres à son histoire unique.

■ À la recherche des sociétés domestiques : Indiens et « paysans »

Si l'Amazonie joue le rôle à la fois imaginaire et symbolique d'un espace favorable pour un autre développement, ce n'est pas seulement à cause de ses vastes espaces libres et quelque peu mystérieux. C'est aussi parce qu'elle est considérée comme le dernier

⁵ Rappelons qu'environ 3 000 scieries sont en activité dans la région, et que le nombre estimé de *garimpeiros* oscille entre 300 000 (chiffres officiels) et 800 000 (chiffres avancés par le syndicat des orpailleurs).

espace où survivent des sociétés (ou communautés) domestiques, autrement dit des formes d'organisation sociale et économique radicalement différentes de celle qui a été instaurée par la colonisation. C'est en effet en Amazonie⁶ que l'on trouve 98,7 % des terres indigènes du Brésil (soit 928 525 km² répartis en 350 territoires) et 56,7 % de la population indigène (soit 153 300 hab.) (ALBERT, 1996). Dans le reste du pays, les territoires indigènes ont connu un processus de réduction et de morcellement tel qu'ils ne représentent plus que 0,16 % du territoire national (contre 18,55 % de l'Amazonie légale). Leur densité moyenne atteint 9,4 h/km² (et dépasse 40 h/km² dans certaines réserves du Mato Grosso du Sud) alors qu'elle n'est que de 0,16 h/km² en Amazonie. Hors Amazonie, les populations indigènes ont en général subi un processus de déstructuration qui les a rendues dépendantes des processus économiques nationaux ; en Amazonie ce n'est pas encore tout à fait le cas. Leurs importantes réserves de terre leur permettent⁷, en théorie, de perpétuer leur genre de vie. Il faut cependant garder en mémoire que les populations considérées comme indigènes, c'est-à-dire celles qui se déclarent comme telles et vivent sur des terres ancestrales selon leurs coutumes, ne représentent aujourd'hui que 1 % de la population amazonienne⁸.

D'un point de vue génétique et phénotypique cependant, l'empreinte indigène est beaucoup plus importante et caractérise les

⁶ Prise dans sa dimension administrative appelée Amazonie légale, soit la région Nord plus la moitié ouest de l'État du Maranhão et l'État du Mato Grosso.

⁷ En réalité, même en Amazonie on peut observer des situations très contrastées qui dépendent dans chaque cas et en chaque lieu de l'ancienneté du contact comme de l'intensité des dynamiques démographiques, économiques et spatiales de la société nationale.

⁸ À l'époque de la découverte, la partie brésilienne du bassin amazonien devait compter autour de un million d'habitants (les estimations varient cependant beaucoup d'un auteur à l'autre). L'occupation remonte de façon certaine à au moins 12 000 ans (avec quelques dates non encore confirmées autour de - 17 000 ans) et l'agriculture à 5 000 ans. A.C. Roosevelt, du American Museum of Natural History, a récemment découvert au cœur de l'Amazonie brésilienne (à Taperinha, près de Santarém) la plus ancienne poterie du continent, datée de 7 000 à 8 000 ans. Jusqu'à présent, la poterie la plus ancienne était celle de Puerto Chacho, en Colombie (5 300 ans).

populations dites *caboclas*⁹, c'est à dire indigènes ne se réclamant pas de la langue, de la coutume et de l'occupation immémoriale d'un territoire, ou bien métissées par les divers apports extérieurs depuis la colonisation. On peut estimer leur nombre à près de deux millions d'habitants en zone rurale (installés le long des fleuves et rivières, seules voies de pénétration jusqu'aux années soixante), et davantage en zone urbaine. Les *caboclos* sont par conséquent un sous-produit de la colonisation à plusieurs niveaux : issus de la déstructuration violente des sociétés indigènes (*descimentos* et *aldeamentos*, guerres « justes » au XVIII^e siècle., esclavage) ou produits du métissage colonisateur, ils ont perdu (ou jamais acquis) les moyens de contrôle collectif de leurs conditions d'existence¹⁰ et de reproduction : leur existence même est indissolublement liée aux formes d'exploitation de la nature et du travail mises en place par le colonisateur, en particulier au dispositif marchand qui en a fait dès le départ des producteurs pour le marché international (cacao, plantes tinctoriales et médicinales, bois, peaux, huiles et essences végétales et animales, caoutchouc...). Hors périodes d'assujettissement draconien de la main-d'œuvre, comme ce fut le cas durant la période d'expansion du caoutchouc à la fin du siècle dernier, où il était interdit aux *seringueiros* d'entretenir le moindre jardin vivrier, les populations *caboclas* ont pu obtenir une autonomie relative dans la production de leur subsistance. Leur forme d'organisation sociale a fait l'objet de nombreuses études au Brésil dans les années quarante et cinquante. Ces études mettent en évidence le syncrétisme religieux et culturel qui les caractérise, ainsi que les solidarités familiales et de voisinage qu'elles reconstituent, malgré un

⁹ Le mot *caboclo* viendrait, d'après le dictionnaire Aurélio, du terme tupi *Kari'boka*, qui signifie « procédant du blanc ».

¹⁰ Il est intéressant de remarquer qu'avant la colonisation, il existait dans le bas-Amazone des sociétés sédentaires démographiquement importantes, de puissantes chefferies avec des concentrations quasi urbaines, pour lesquelles certains ont parlé de « proto-États ». Leur principal aliment était le maïs, et non le manioc comme quelques siècles avant et, bien sûr, depuis la colonisation. Certes, ces civilisations ont pour la plupart disparu avant même l'arrivée des Européens, probablement victimes des guerres qu'elles ont menées entre elles. Mais il est remarquable que le manioc ait été parfaitement adapté à la mobilisation saisonnière (parfois pour de longues périodes) de la main-d'œuvre indigène et métisse.

habitat souvent lâche ou franchement dispersé. Mais elles soulignent également les liens de protection-dépendance qui les lient aux « patrons » détenteurs de la terre ou aux commerçants des villes qui viennent en bateau (*regatões*) échanger des produits manufacturés contre certains produits de collecte. Paternalisme, endettement, redevabilité constituent un système original et variable géographiquement, qui exploite ces populations tout en leur permettant de se maintenir, mais en les tenant à l'écart du marché. Ce qui est nécessaire à leur reproduction (cartouches, hameçons, sel, vêtements, aide en cas de maladie...) est travesti en faveurs et services rendus de façon à les fidéliser et à perpétuer l'extraction d'avantages matériels¹¹. Les valeurs et les pratiques de la société domestique sont en effet partiellement conservées ou reconstituées, mais davantage parce que celles-ci sont consubstantielles (organiques) aux formes familiales d'exploitation agricole de la nature que parce qu'il s'agirait de la reproduction d'une paysannerie (BERNO DE ALMEIDA, 1989)¹².

Nous sommes donc en présence de deux systèmes, avec leurs différentes nuances : d'un côté les populations indigènes encore autonomes, peu nombreuses et en voie d'articulation au marché sous des formes diverses que nous ne développerons pas ici, de l'autre des populations *caboclas* jamais autonomes mais orientées par un projet domestique qui dépend toujours pour se réaliser pleinement des logiques de la circulation marchande. Au sein d'une société domestique de type paysan (à distinguer donc de la société domestique que nous appellerons tribale faute de mieux, qui n'est en rapport direct avec aucun segment social de statut différent, contrairement à la paysannerie) (FALLERS, 1961), la sécurité contre les aléas (maladie, mauvaise récolte) ou la vieillesse est recherchée à la fois diachroniquement et synchroniquement : d'une part, à tra-

¹¹ Le système, connu sous le nom d'*aviamento*, a connu son apogée lors du boom du caoutchouc entre 1870 et 1920.

¹² Mentionnons pour mémoire que des organisations plus autonomes ont pu subsister dans l'isolement, avec parfois des règles d'usage en commun de la terre et des ressources, voire un contrôle des mariages, chez des populations particulières : c'est le cas des *quilombos* (fondés par des esclaves fugitifs), des *terras de santo* et de quelques autres (BERNO DE ALMEIDA, 1989).

vers le maintien auprès de soi de sa progéniture (ce qui suppose la détention d'un patrimoine), d'autre part, grâce aux mécanismes de resserrement des liens avec la parentèle (consanguins et affins), grâce aux relations de compérage strict (parrainage) ou élargi (participation à des tâches exigeant confiance et réciprocité), et grâce aux relations de voisinage (entraides diverses). Nous ne pouvons qu'être d'accord avec ARAUJO (1993) lorsqu'il montre que ces stratégies sécuritaires sont, chez ces populations riveraines, étroitement liées aux formes de circulation marchande basées sur la rétention-redistribution. À ce jeu, certaines maisonnées en échec sécuritaire deviennent dépendantes d'autres ménages qui s'affirment dans le domaine commercial ou/et dans celui du clientélisme politique davantage que dans le secteur de la production. L'accumulation, en Amazonie, procède en effet de la circulation des produits, circulation qui consiste en fait à maîtriser les nœuds du réseau de collecte des produits agricoles et de redistribution des produits manufacturés, en les concentrant entre les mêmes mains. L'endettement des agriculteurs auprès de commerçants ou de patrons n'est en rien propre à l'Amazonie (les exemples européens dans le passé, asiatiques aujourd'hui, sont légion) ; par contre, une interférence aussi forte de la domination paternaliste, liée à la circulation marchande, au sein des stratégies domestiques est semble-t-il originale.

Les populations *caboclas* étaient si dépendantes de ces circuits que, partout où la domination patronale s'est affaiblie, l'exode rural a sévi : dès 1920, dans les zones de production intense du caoutchouc après la chute des prix, puis dans toute les régions où l'exploitation marchande n'était plus rentable. Le processus s'est considérablement intensifié dans les années cinquante et soixante et continue dans certaines zones. Là où l'exploitation du caoutchouc naturel (ou parfois d'autres produits de collecte comme la noix du Brésil) s'est maintenue sous sa forme traditionnelle, bien qu'affaiblie, les *seringueiros* ou d'autres « extractivistes » ont lutté pour obtenir la création de réserves extractivistes qui les protègent de l'expulsion (AUBERTIN, 1995). Il leur faut maintenant inventer des circuits de commercialisation qui remplacent ceux de *l'aviamento* ainsi que des activités plus lucratives. Il s'agit là d'une forme d'intégration au marché national et international originale, dont le futur est incertain. Leur mode de vie est peu différent de celui des populations *caboclas* classiques, mis à part l'isolement, qui est encore plus grand.

À partir de 1970, la colonisation a pris le relais. Jusqu'à 1995, et en comptant les descendants nés en Amazonie, plus de 2 millions d'habitants sont venus s'installer en zone rurale, le long des routes nouvellement tracées, sans véritable contact avec les populations *caboclas*, sauf dans quelques nœuds urbains tels que Marabá ou Altamira. Hors des projets de colonisation encadrés, il leur a souvent été nécessaire de disputer la terre aux latifundiaires (élevage extensif), renforçant ainsi, au moins temporairement, leur cohésion et leur motivation. Pour les idéalistes de la colonisation, il s'agissait là des « vrais » paysans. Encore faudrait-il apporter quelque nuance à ce jugement : les immigrants sont porteurs de cultures, de savoir-faire et d'expériences très diverses¹³. Les immigrants nordestins avaient le plus souvent dépendu d'un patron dans leur région d'origine. L'accès à la terre représentait pour nombre d'entre eux un projet d'autonomie, la chance de pouvoir fixer autour d'eux leurs enfants et de ne plus dépendre de personne. Pour les agriculteurs du Sud et du Sud-Est, descendants d'immigrants européens, le problème était différent ; il s'agissait de perpétuer un mode de reproduction sociale qui jusqu'alors leur avait réussi : l'installation à la terre de tous les enfants qui le souhaitaient grâce à l'occupation de nouvelles terres (LEBORGNE-DAVID, 1996). La faible valorisation des terres en Amazonie (du moins comparée à leur région d'origine) leur permettait d'accroître considérablement leur capital foncier.

Tous ces colons se sont heurtés à certaines limites : importance des distances et des coûts de transport, mauvaise qualité des pistes, fragilité des sols (en particulier pour ceux qui ont apporté tracteurs et instruments aratoires), faiblesse des prix des produits vivriers et

¹³ Il est possible de distinguer au moins deux grands modèles familiaux correspondant à des origines géographiques et sociales distinctes : la famille patriarcale (type plus fréquemment trouvé chez les migrants originaires du Maranhão), dont le chef parvient à maintenir ses enfants (y compris mariés) sur sa terre, en leur laissant une faible autonomie financière et de décision, et le modèle moderne (plus fréquent chez les descendants d'immigrants européens du siècle dernier ou du début de ce siècle), qui laisse les enfants commencer à s'autonomiser au sein de l'exploitation familiale, puis les aide à s'installer à leur compte (en leur donnant à ce moment le fruit de leur travail).

grande irrégularité des prix des cultures commerciales (poivre, cacao, café). À cela il faut ajouter l'exploitation par les intermédiaires, la violence, les maladies, la faiblesse des services publics. L'eldorado s'est pour nombre d'entre eux transformé en cauchemar. La revente de la terre durement acquise est devenu un phénomène endémique qui a inquiété les pouvoirs publics. Pourtant, si l'on élimine les professionnels de la spéculation du pauvre, cette revente permet souvent de repartir ailleurs, plus loin, avec davantage d'atouts et d'expérience. Tous attachent beaucoup d'importance à l'autonomie alimentaire, qui leur permet de résister. Mais les aléas de l'existence conduisent certains à devoir emprunter pour des dépenses exceptionnelles, ou bien à ne pas pouvoir passer sans aide la période de soudure. Ceux-là risquent fort d'entrer dans une spirale d'endettement qui révèle les mécanismes sous-jacents à la conquête des « terres neuves ». Loin de la société égalitaire et paysanne rêvée par certains, l'expansion de la « frontière » produit de la différenciation sociale sur des bases connues dans d'autres régions du Brésil et à d'autres époques : personnages charismatiques qui parlent au nom des dominés, et redistribuent partiellement auprès de leurs obligés les bénéfices auxquels leur fait accéder la position qu'ils doivent à ces derniers ; formation de clientèles captives et redevables (endettées matériellement et moralement) par des migrants qui parviennent à contrôler les nœuds de la circulation des marchandises ; entrée en dépendance de maisonnées vis-à-vis d'autres en mesure de leur faire des avances ; formation de réseaux de parentèle et de voisinage dominés par ces maisonnées et par celles qui peuvent s'appuyer sur des alliances avec des redistributeurs puissants (politiques ou commerçants), etc. Les lignes de fracture, souvent faibles au départ, s'accroissent à mesure que le besoin créé et entretenu par les patrons (ou apprentis patrons) rend les dépendants plus dépendants et les dominants plus prospères. PICARD (1997) montre bien comment même les initiatives prises dans le cadre des luttes pour l'accès à la terre, telles que les invasions collectives de fazendas, n'échappent pas à ce schéma : le leader de l'invasion, par sa position clef, devient intermédiaire auprès des commerçants de la ville et assume de plus en plus le rôle d'un patron, avançant du riz ou de l'argent, contre du travail ou l'engagement d'une partie de la récolte de l'obligé. Ces actions sont représentées par les deux parties comme des services.

L'autonomie des communautés paysannes issues de l'immigration est donc tout aussi relative que celle des populations riveraines (*ribeirinhas*).

Deux goulots d'étranglement devraient pouvoir être contournés pour éviter la recréation de liens de dépendance personnalisés : les intermédiaires et la faible productivité du travail. Étant donné que l'Amazonie s'est jusqu'à présent montrée rebelle à la mécanisation, le travail manuel prévaut et l'accumulation se fait par la captation de travail (sous quelque forme que ce soit). De plus, la mécanisation (ou même la plantation d'importantes surfaces en culture pérennes et la main-d'œuvre que cela suppose) rendrait nécessaire la détention d'un capital que les migrants, sauf exception, ne possèdent pas. On comprend alors le succès de l'élevage auprès de ces populations : la plantation d'un pâturage sur la surface défrichée annuellement pour les cultures vivrières permet de valoriser le travail engagé. Si l'agriculteur n'a pas les moyens d'acheter du bétail immédiatement, il pourra toujours louer son pâturage contre une partie des veaux qui naîtront sur sa terre, l'accumulation est ainsi progressive. Le bétail est un capital qui se reproduit seul, biologiquement. Il offre une sécurité face aux aléas qui évite d'entrer dans des rapports de dépendance, il est peu exigeant en main-d'œuvre, enfin, il permet de contourner les circuits marchands contrôlés par les intermédiaire (LÉNA, 1992). Ces raisons expliquent son expansion très rapide chez les agriculteurs immigrés, et son début d'implantation chez les populations *caboclas*. Son principal inconvénient est d'accroître considérablement les taux de déboisement et de favoriser la concentration foncière et la désertification rurale.

■ Les principales tendances actuelles

Comme nous venons de le voir, il est difficile de trouver une société domestique de type paysan, du moins qui corresponde aux critères

d'autonomie relative généralement retenus¹⁴. Y a-t-il au moins passage des sociétés domestiques indigènes à une forme de paysannat ? Force est de constater que l'intégration actuelle de ces populations n'en prend pas le chemin. Elles entrent principalement sur le marché, à travers la vente du bois de leur réserves ou de peaux d'animaux, de la taxation des chercheurs d'or qu'elles autorisent sur leur terre¹⁵. La vente de produits agricoles est souvent très secondaire.

Les *seringueiros*, qui n'étaient pas des paysans mais plutôt des petits entrepreneurs dépendants, ont commencé, avec le relâchement des liens patronaux, à exercer une polyculture (voire aujourd'hui un petit élevage) plus affirmée, tout en pratiquant la cueillette, la chasse et la pêche. Leur assimilation totale à la sphère paysanne dépendra de l'évolution de leurs liens avec le marché, et notamment de la nature des produits dont ils tireront l'essentiel de leurs revenus. Leur distance par rapport aux marchés urbains, le difficile maintien des jeunes sur place handicapent fortement leurs chances de devenir des paysans classiques. Ils risquent de devenir dépendants de marchés réduits (et captifs) de produits extractifs.

Les populations riveraines (*caboclas*), bien qu'en général moins isolées, ont été longtemps tenues à l'écart des transformations récentes de l'Amazonie (elles n'ont pas connu l'immigration, par exemple, mais plutôt l'exode rural). Elles sont aujourd'hui traversées par différentes tendances : spécialisation autour d'une activité ; travail salarié ; stratégies urbaines, etc. Elles ont toujours pratiqué la pêche, au même titre que la petite agriculture, la cueillette et la chasse. On assiste cependant depuis quelques temps à une spéciali-

¹⁴ Pour MEILLASSOUX (1977), la société reste domestique tant « que les effets [des échanges marchands] sont susceptibles d'être neutralisés et que n'est pas atteint le seuil critique au-delà duquel les transformations des rapports de production qu'ils entraînent ne sont plus réversibles » (*op. cit.* : 63). Même en adoptant des critères plus laxistes, on doit constater que les configurations amazoniennes rurales offrent un mélange de rapports sociaux tissés à la fois par les relations marchandes et par des pratiques et des valeurs domestiques. Il n'existe pas de barrière à la pénétration des rapports sociaux capitalistes, qui ont déjà transformé en profondeur la société locale.

¹⁵ On ne peut cependant généraliser ces processus à l'ensemble des populations indiennes. Certaines sont encore trop isolées pour participer à ce genre de négoce.

sation croissante des pêcheurs, de moins en moins polyvalents. D'autres se lancent dans l'élevage des buffles. Le commerce reste cependant la meilleure forme d'accumulation. Des liens plus nombreux sont tissés avec la ville, pour les études des enfants notamment. La recherche de travail salarié (ou à la tâche), complémentaire ou définitif, est de plus en plus fréquente. La *roça* (l'abat-tis) représente une sécurité irremplaçable mais on n'en attend pas d'ascension sociale. Souvent un membre de la famille est chargé de l'entretenir alors que les autres vont tenter leur chance ailleurs, parfois au *garimpo* (placer aurifère). Habitues de longue date à la mobilité (des patrons les engageaient parfois pour des campagnes de six mois à la recherche de gommés ou autres produits) et aux ressources offertes par des activités saisonnières (telles que la récolte de la jute, aujourd'hui pratiquement abandonnée), ces populations sont en quête des compléments de ressource indispensables à leur existence. On a parfois avancé qu'elles étaient « en manque de patrons », tellement elles dépendaient des activités qu'ils leur offraient. Il leur faut aujourd'hui se reconvertir, alors même que l'exploitation par les commerçants est toujours présente.

Dans les zones de colonisation on trouve indiscutablement des trajectoires paysannes (HEBETTE *et al.*, 1996), mais là encore il faut se garder des significations de stabilité et d'homogénéité transmises par l'appellation. Il s'agit d'un univers en mouvement, hétérogène, où il est difficile de poser des limites. Ainsi, appellera-t-on encore paysan le propriétaire de 500 ha ? À partir de quel nombre de têtes de bétail cessera-t-il d'être un paysan pour être un *fazendeiro* : 100, 200 ? À partir de combien d'employés et de métayers (notamment pour le cacao) cesse-t-on d'être un paysan ? Tous ces producteurs pratiquent pourtant le faire-valoir direct familial. Le recours à l'expression « petite exploitation familiale » est d'un faible secours, puisque là aussi l'appréciation reste en grande partie subjective. De plus, il s'agit souvent d'une catégorie transitoire, surtout depuis que l'élevage est en expansion. L'Amazonie rurale voit donc à la fois des familles entrer dans la catégorie « paysan » (accès à la terre, autonomisation, sécurisation) et d'autres en sortir. La sortie se fait soit par la prolétarianisation (nous ne considérons que les cas où il y a perte de la terre), soit par l'accumulation agricole (en général sous forme de bétail), soit par changement d'activité (achat d'un commerce en ville). Notons qu'un mouvement de retour à la terre

(moins important globalement que les départs) peut être observé : il s'agit soit de migrants urbains pauvres et chômeurs (ou bien déçus par les conditions de vie qui leur sont offertes au vu de leurs faibles qualifications) qui cherchent à obtenir de la terre auprès des pouvoirs publics ou en participant à une « invasion » ; soit de commerçants ou fonctionnaires qui investissent et veulent à terme se lancer dans l'élevage. Il existe donc une mobilité, on pourrait même dire une rotativité importante interne aux zones rurales (vente de lots, morcellements, départs, arrivées), et entre la ville et ces dernières.

Comme en Amazonie des fleuves et rivières, les familles tissent des liens avec la ville et sont souvent à la recherche de ressources d'appoint : voyage au *garimpo*, emploi dans une scierie, transport de marchandises. Les colons eux-mêmes ont trouvé une manière de désigner la fracture sociale qu'ils vivent au quotidien : ils s'auto-désignent comme colons « forts » (*fortes*) ou « faibles » (*fracos*). Les faibles sont ceux qui ont du mal à assurer la soudure, sont obligés de s'endetter, d'engager leur récolte encore sur pied, de travailler pour les autres, de partir à la recherche d'autres sources de revenu. Les forts sont ceux qui peuvent aider les autres, leur donner du travail, acheter leur récolte « pour leur rendre service », leur prêter du riz. Les forts (qui le deviennent en grande partie grâce aux mécanismes décrits plus haut) sont souvent amenés à suivre une trajectoire qui les conduit de la polyculture à une spécialisation chaque fois plus grande dans l'élevage, suivie d'une diversification des activités (commerce, transport), et finalement à une résidence quasi permanente à la ville. D'autres entament leur itinéraire comme intermédiaire-commerçant, ce qui leur permet d'augmenter leur cheptel bovin. D'autres encore suivent une trajectoire plus politique ou syndicale. Dans tous les cas l'aboutissement final des trajectoires est bien souvent la ville.

Les villes amazoniennes grandissent parce que, quand il n'y a pas ouverture massive de projets de colonisation, les migrants qui n'ont pas de contact local en zone rurale doivent d'abord aller en ville, trouver à s'y loger et s'y employer avant de se mettre à rechercher une terre. D'autres migrants viennent directement en ville car ils ont entendu parler des difficultés et de la violence qui caractérisent les zones rurales ; de plus, les terres libres sont souvent très éloi-

gnées de tous services et des possibilités de commercialisation. Enfin, de plus en plus de gens ont la ville comme objectif. En zone de « frontière », des opportunités de travail et de mobilité sociale existent en plus grand nombre que dans les régions consolidées. C'est là également que l'on peut rencontrer les recruteurs de main-d'œuvre, jouir d'une certaine sociabilité, avoir accès aux écoles et aux postes de santé.

Pour terminer, il est nécessaire de mesurer l'impact des différents groupes de population dont il a été question sur l'espace forestier. Les zones encore peu touchées par les fronts pionniers sont les moins déboisées. On estime en général que les défrichements¹⁶ dont sont responsables les populations indigènes et *caboclas* ne dépassent pas 5 % à 7 % du total (FEARNSIDE, 1997). Sur le reste, ramené à 100 %, 70 % seraient dus aux *fazendeiros* et aux grandes entreprises, et 30 % aux exploitations familiales. De vastes espaces sont abandonnés et dégradés après avoir supporté des pâturages durant quelques années. Des processus du même genre commencent à être observés chez les petits agriculteurs-éleveurs. La pression internationale pour l'adoption de pratiques moins minières, plus durables, est importante. Les différents groupes réagissent différemment à ces injonctions : ceux dont la subsistance dépend le moins de la destruction du capital naturel semblent bien les plus ouverts (Amazonie traditionnelle). Par contre, lorsque cette destruction détermine un niveau de productivité du travail nécessaire au maintien de l'autonomie ou des rythmes d'accumulation (Amazonie pionnière), les résultats sont peu encourageants. Néanmoins, le développement durable constitue déjà un élément incontournable des politiques régionales et il est entré dans le discours des syndicats et des associations, bien que de façon controversée. C'est aujourd'hui une dimension et un enjeu par rapport auquel les stratégies individuelles et collectives sont contraintes de prendre position. Il est encore trop tôt pour prévoir de quelle façon il interviendra dans le processus de transition et d'intégration en cours, ainsi que dans les rapports sociaux ci-dessus évoqués.

¹⁶ Près de 15 000 km² par an en 1994 après avoir atteint 20 400 km² et être descendus à 11 100 km² entre 1988 et 1991.

I Conclusion

La réalité des zones rurales amazoniennes est hétérogène et dynamique. Il est tout aussi possible d'y observer des tentatives de reconstitution d'éléments de communautés domestiques que leur désagrégation. L'attitude des « sans-terre » est révélatrice : si l'on fait abstraction de la phraséologie révolutionnaire et des références à Che Guevara, leur discours montre, entre autres, que l'accès à la terre, pour laquelle ils luttent au moyen d'invasions de fazendas, représente un acte de résistance. Il s'agit d'acquérir une autonomie alimentaire qui permette de ne pas s'assujettir à la précarité et au besoin perpétuel qu'engendre le salariat. Cette base permet également d'élever des enfants dans la liberté, de les installer dans cette autonomie et de les avoir auprès de soi pour sa vieillesse. Le recours à ces valeurs domestiques n'est pas tant une reproduction d'éléments traditionnels qu'une stratégie de lutte contre un système qui menace de les broyer. Cela est à rapprocher du *cativeiro* (litt. : « la captivité »), que redoutent tant d'immigrants nordestins et qui signifie tout autant l'esclavage que le travail pour autrui (comme *agregado*, *morador* ou *meeiro*), voire le simple salariat. Le retour au *cativeiro* serait l'expropriation ; la possession d'une terre est donc une garantie. On a vu pourtant que cette vision est partiellement illusoire, dans la mesure où le propriétaire « faible » devient dépendant et perd une part importante des fruits de son travail au profit des plus prospères, des commerçants et autres intermédiaires. Mais la terre représente, même pour les « forts » qui ont d'autres perspectives, une base sécuritaire, un lieu de rebondissement vers d'autres activités. Avant de donner trop d'importance aux phénomènes de reproduction, il est bon de se rappeler que les espaces pionniers, en particulier, sont recherchés par les migrants parce qu'ils autorisent une mobilité sociale qu'ils ne trouveraient pas ailleurs. Il ne s'agit pas de dire que tous les migrants recherchent la maximisation de leurs activités économiques, mais plutôt que chacun, à sa façon, espère changer de statut. C'est pourquoi les stratégies les plus diverses sont mises en œuvre, les changements d'activité sont fréquents, les dissociations et recompositions familiales communes. Dans ces stratégies, la terre occupe une place

centrale, au point que les villes elles-mêmes ne parviennent pas à s'en affranchir totalement. Est-ce à dire que la confiance dans le développement et dans l'État reste précaire ?

Bibliographie

- ALBERT (B.), à paraître — Territorialité, ethnogénèse et développement. Note sur les « terres indigènes » et le « mouvement indien » au Brésil. *Cahiers d'Amérique Latine*.
- ARAUJO (R.), GEFFRAY (C.), LÉNA (P.), 1996 — *L'oppression paternaliste au Brésil*. Paris, Karthala, coll. Lusotopie.
- ARAUJO (R.), 1993 — *La cité domestique : stratégies familiales et imaginaire social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*. Thèse de doctorat, Paris-X - Nanterre.
- AUBERTIN (C.), 1995 — Les réserves extractivistes : un nouveau modèle pour l'Amazonie ? *Nature, Sciences, Sociétés*, 3 (2) : 102-115.
- BERNO DE ALMEIDA (A.W.), 1989 — Terras de preto, terras de santo, terras de índio. Uso comum e conflito. *Cadernos NAEA*, 10 : 163-195.
- FALLERS (L. A.), 1961 — Are African cultivators to be called peasants ? *Current Anthropology*, 2 : 108-110.
- FEARNSIDE (P.), 1997 — Amazonie : la déforestation repart de plus belle. *La Recherche*, 294 : 44-46.
- HÉBETTE (J.) et al., 1966 — « Parenté, voisinage et organisation professionnelle dans la formation du front pionnier amazonien ». In Albaladejo, Tulet, éd. : *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne ; la formation de nouveaux territoires*, Paris, L'Harmattan : 279-301.
- LEBORGNE-DAVID (A.), 1996 — *Les nouvelles logiques migratoires des paysans du sud-ouest du Parana*. Thèse de doctorat, Toulouse-le Mirail.
- LÉNA (P.), 1992 — Trajectoires sociales, mobilité spatiale et accumulation paysanne en Amazonie brésilienne : un exemple au Rondônia. *Cahiers des Sciences humaines*, 28 (2) : 209-234.
- MEILLASSOUX (C.), 1977 — *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspero.
- PICARD (J.), 1997 — *Les marchands de rêves. Représentations sociales de l'échange et développement rural sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*. Thèse de doctorat, université de Bordeaux-III.
- RIBEIRO (B.G.), 1990 — *Amazonia urgente. Cinco séculos de historia e ecologia*. Itatiaia, Belo Horizonte.